

Conflits armés et recettes fiscales dans la CEEAC

Armed conflicts and tax revenues in ECCAS

Nerry Urbain Cyrille MBALLA, (Enseignant-chercheur)

*Centre d'Etudes et de Recherche et de Recherche sur l'Analyse des Politiques Economiques
 en RCA (CERAPE-RCA)*

*Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)
 Université de Bangui (RCA), République centrafricaine*

Prince Octave ADOUMA, (Enseignant-chercheur)

*Centre de Développement International des Mouvements Economiques et Sociaux
 (CEDIMES)*

*Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE)
 Université de Bangui (RCA), République centrafricaine*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Bangui (RCA)
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	MBALLA, N. U. C., & ADOUMA, P. O. (2025). Conflits armés et recettes fiscales dans la CEEAC. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(1), 151-165. https://doi.org/10.5281/zenodo.14632580
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: October 15, 2024

Accepted: January 09, 2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 01 (2025)

Conflits armés et recettes fiscales dans la CEEAC

Résumé :

Dans les pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), les ressources naturelles occupent une place importante notamment pour le financement des dépenses publiques, cependant ces pays de la CEEAC subissent plusieurs conflits armés. Dans cet article, nous examinons leur impact sur la mobilisation des recettes fiscales à partir d'un échantillon de 10 pays de la CEEAC. Nous spécifions et estimons un modèle en données de panel par Moindres Carrés Généralisés (MCG) sur la période 2008-2019. Nos résultats montrent que les conflits armés ont un effet significativement négatif sur la mobilisation des recettes fiscales dans la zone de la CEEAC. Nous suggérons un renforcement de la résilience de l'administration fiscale dans les zones touchées par les conflits armés.

Mots clés : Conflits armés, MCG, Recettes fiscales, CEEAC.

JEL Classification : H21, C33, O11, C14

Type du papier : Recherche empirique

Abstract :

In the countries of the Economic Community of Central African States (ECCAS), natural resources occupy an important place, particularly for the financing of public expenditures, however these ECCAS countries are undergoing several armed conflicts. In this article, we examine their impact on the mobilization of tax revenues from a sample of 10 ECCAS countries. We specify and estimate a panel data model by Generalized Least Squares (GLS) over the period 2008-2019. Our results show that armed conflicts have a significantly negative effect on the mobilization of tax revenues in the ECCAS zone. We suggest strengthening the resilience of tax administration in areas affected by armed conflicts.

Keywords: Armed conflicts, GLS, Tax revenues, ECCAS.

Classification JEL : H21, C33, O11, C14

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Dès le lendemain des indépendances, l'Afrique en général et l'Afrique centrale de manière spécifique ont été le théâtre de la prolifération et la persistance d'une diversité de conflits violents et de situations de crises qui ont profondément déstabilisés les dynamiques des États et des sociétés (Jennings, 2001, Jauffert, 1996). La quasi-totalité des ordres politiques constituants, aujourd'hui, la CEEAC n'a pas échappé à cette spirale de violence, que ce soit à l'occasion des luttes pour la quête de l'indépendance, des conflits violents pour la quête du pouvoir ou des conflits liés à des revendications territoriales. Une littérature académique abondante a été dédiée à ces différentes situations conflictuelles (Schneider & Grandvoinnet, 1998 ; Abdallabujra, 2002 ; Hugon, 2001 ; Jacquet, 2003).

Faisons brièvement allusions à quelques cas : dès 1983, année de création de la CEEAC, les situations d'instabilités qui prévalent en l'Angola et en République Démocratique du Congo du Congo (actuelle RDC), fortement animées par les rivalités Est-Ouest, marquent les esprits et posent les jalons de situations conflictuelles internes de durée assez significative. Au même moment, au Burundi, l'ère des coups d'État comme mode d'accession au pouvoir s'est perpétuée. En 1987, le pays connaît son troisième coup d'État qui permet au major Pierre Buyoya de prendre les rênes de l'État. Dans la période post guerre froide, hormis l'intensification des tensions au sujet des questions frontalières entre le Cameroun et Nigeria, l'attention sur les conflits dans la sous- région est davantage marquée par les conflits politico-identitaires burundais et Rwandais (Deslaurier & Christine, 1999).

Dans l'un comme dans l'autre cas, la logique ethnique donne à ces conflits des configurations meurtrières particulières et ne manque pas d'accentuer la grammaire des conflits et d'alourdir le cortège des pertes multiformes et multidirectionnelles. Au niveau académique, ces conflits accentuent la grammaire de « l'État avec épithète » (Sindjoun, 2009), suggérant une philosophie générale de la fin de l'État ou de son incapacité à assurer les biens politiques. Au niveau microsocial, l'impact humain de ces conflits et crises est particulièrement dramatique et donne une mesure approximative de leurs conséquences connexes. Les conflits Rwandais et Burundi auraient ainsi occasionnés plus d'un million de morts et autant voire plus de déplacés, celui de la RDC aurait jusqu'ici causé la mort de près trois millions d'individus (Gegout, 2005).

Dans l'ensemble, ces différentes violences incontrôlées et leur lot de conséquences, aussi bien au niveau interne qu'international, méritent de trouver les modes appropriés pour éviter de nouvelles crises et résoudre celles en cours. La volonté des institutions internationales et régionales de se doter de capacités de résolution des conflits contribue à l'émergence d'une rhétorique inédite pour la paix au niveau international permettant de repenser la résolution des conflits aussi bien au niveau conceptuel qu'au niveau opérationnel. Les organisations internationales, à l'instar de l'ONU, ou encore régionales, à l'instar de l'OUA, (aujourd'hui Union africaine) se restructurent, adoptent des stratégies internes et externes inédites et proposent de nouvelles perspectives à la résolution des conflits qui se propageront au niveau de la CEEAC.

La persistance des conflits et crises n'explique pas à elles seules le processus d'extension des compétences et du mandat de la CEEAC au domaine de la résolution des conflits en général. Si ce point reste central, il ne faudrait pas perdre de vue que l'inscription de la résolution des conflits au centre de l'action de la CEEAC s'insère également dans le sillage du renouveau des pratiques de résolution des conflits observables à l'échelle internationale à partir de 1990. En effet, la fin de la guerre froide coïncide avec un regain d'activités des organisations internationales faisant de la paix le moteur de l'action. Contrairement à la période de guerre froide où la marge de manœuvre de ces dernières dans le champ de la pacification fut sérieusement entravée (Fretter, 2002), soit par les logiques conflictuelles prévalant à cette période de l'histoire, soit par leur soumission aux antagonismes et volontés politiques divergentes

de leurs membres, on assiste dans le monde post bipolaire à l'émergence d'une rhétorique pacificatrice doublée de stratégies d'adaptation internes et externes, quasi consensuelle, inédite, tranchant avec celle guerrière de la période de l'affrontement idéologique. Sujette à des situations conflictuelles et cryogènes multiples et insérée dans un environnement où s'observe le renouvellement des pratiques de pacification, la CEEAC fut quelque part contrainte à accorder à la question de la résolution des conflits une attention particulière. À l'instar de l'organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine, cette organisation internationale fait désormais du champ de la pacification une préoccupation majeure.

Ainsi, compte tenu de la montée, de la fréquence et de l'ampleur des conflits dans les pays en développement, nombre d'auteurs se sont intéressés à l'évaluation de leurs coûts économiques. Selon les calculs du Fonds Monétaire International, en 1985, l'Angola et le Mozambique ont consacré 22,5 % de leur PIB à des dépenses militaires. En Éthiopie, on estime à 1 million de dollars par jour le coût de la guerre contre l'Érythrée. En moyenne, sur toute la période de guerre, le taux de croissance est resté négatif en Angola (-1,6 %) au Burundi (-0,4 %), au Mozambique (-0,4 %) et en Sierra Leone (-3,2 %) (Diarra, 2012). Basés sur différentes techniques, approches et données, Veneiris et Gupta (1986); Barro (1991) ; Barro et Jin (2011) ; Alessina et Perotti (1993) ; Alesina et al. (1996) et Rodrick (1996) ont établi une relation négative entre les conflits armés et la croissance et/ou l'investissement. Addison et al. (2004) concluent que les conflits sapent le développement financier en réduisant la confiance des agents envers la monnaie locale.

Cependant, dans l'analyse des coûts économiques des conflits, peu d'attention a été accordée à l'effet des conflits sur la mobilisation des recettes fiscales. A notre connaissance, les seuls auteurs qui se sont penchés sur le sujet sont Addison et al. (2004), Gupta et al. (2002) et Diarra (2012). Ainsi, ce travail a pour objectif d'examiner pour le cas des pays de la CEEAC l'impact des conflits armés que connaissent ces pays de 2008 à 2019 sur la mobilisation des recettes fiscales. Cet article se décline en trois sections : la première traite des considérations théoriques entre les conflits armés et la mobilisation des recettes fiscales, la deuxième présente la méthode choisie tandis que la troisième analyse les résultats obtenus.

2. Revue de littérature théorique et empirique

2.1. Lien entre les conflits armés et recettes fiscales

La relation entre les conflits armés et la question de la mobilisation des recettes fiscales est complexe. Toutefois, la corrélation peut être résumée sous trois formes : Premièrement les recettes fiscales comme sources de conflits, selon Addison et al. (2004), les pays développés ont une histoire marquée par des désaccords sur les règles et les droits de taxation. Par exemple, le pouvoir de taxation est à l'origine du conflit de 1642 à 1648 entre la Couronne et le parlement en Angleterre. Adams (2000) montre que la guerre civile américaine de 1861 à 1865 a été causée par un désaccord autour de la taxation et des tarifs et de leurs impacts sur les États du Sud et du Nord. La discrimination dans l'allocation des charges fiscales peut renforcer l'inégalité entre les groupes ethniques et les régions. Par conséquent, elle enflamme les doléances (Ndikumana, 2000 et Stewart, 2000). D'après Ibella (2000), les régions les plus riches du pays, en général, profitent peu des rentes. Cela conduit le plus souvent à l'insurrection (Cabinda en Angola, la région du Delta du Niger au Nigéria).

Deuxièmement, les conflits armés comme source de mobilisation des recettes fiscales. Pour Addison et al., (2002) les conflits intra et inter-Etats incitent le plus souvent les belligérants à maximiser la mobilisation des ressources en vue de financer les dépenses militaires par contre pour Braga de Macedo et al. (1998) la plupart des institutions fiscales du Portugal sont nées au cours du quinzième siècle dans le contexte de la guerre avec l'Espagne. Le gouvernement du Sri Lanka a entrepris une série de réformes pour financer le budget de défense qui s'élevait à plus de 1 milliard de \$ US par an jusqu'aux récents accords de paix avec les rebelles Tamils

(données FMI, 1999a). Dans le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie de 1998 à 2000, ces deux pays ont mobilisé davantage de recettes à travers des taxes indirectes plus élevées et des droits de douane plus importants. En dehors de ses recettes fiscales, l'Érythrée a pu collecter des recettes volontaires auprès de sa diaspora avec le slogan « A dollar a day keeps the Woyane away ». Il y a plus de 50 ans, le gouvernement de la Corée du Sud a entrepris une vague de réformes fiscales afin de générer des ressources suffisantes permettant de financer les dépenses militaires de la période semi-confliktuelle qui a prévalu après la guerre de Corée de 1950 à 1953 (Makinen, 1971).

Enfin les conflits, comme entrave à la mobilisation des recettes fiscales. Bien que les gouvernements fournissent des efforts plus élevés de mobilisation des ressources fiscales durant les périodes de conflit, les études empiriques montrent que les conflits ont un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales (Gupta et al., 2002 et Addison et al., 2004). Les guerres civiles provoquent généralement de grosses difficultés à des grandes entreprises du secteur formel qui sont habituellement contribuables et collectrices d'impôts dans bon nombre de pays en développement. Cela arrive à travers la fuite des capitaux, le problème d'approvisionnement durant la crise ou à travers des attaques directes et ciblées (Côte d'Ivoire 2000). Dans la plupart des cas, la faillite des grandes entreprises entraîne le rétrécissement d'une partie importante de l'assiette fiscale et pousse le développement du secteur informel. En dehors de leurs effets sur l'activité réelle du pays, les conflits perturbent et affaiblissent l'efficacité de l'administration fiscale. Ndikumana (2001) a montré qu'après le déclenchement des conflits, dans bon nombre de pays africains, non seulement la base fiscale s'est rétrécie, mais aussi l'administration fiscale est devenue défaillante. D'après Chambas (2005), une des causes de l'incivisme fiscal est la perte de la crédibilité de l'État. Et comme les guerres civiles conduisent à l'éclatement du tissu social et à la désorganisation du système fiscal, elles entraînent de la fraude, de l'évasion et de l'incivisme fiscaux.

La mobilisation des recettes fiscales reste en grande partie motivée par la nécessité du bien-être des économies. Cependant les pays de la CEEAC subissent plusieurs conflits armés. La plupart de ces pays connaissent des tensions politiques, à l'instar de la Centrafrique et du Tchad ; des mouvements sociaux, à l'instar de ce qu'on qualifie aujourd'hui de « crise anglophone » au Cameroun ; et ils font face à la menace terroriste Boko Haram. Ces instabilités sécuritaires ne sont peut-être pas sans effets sur les activités économiques de ces pays et notamment la mobilisation des recettes fiscales par les gouvernements.

2.2. Conflits armés et recettes fiscales : une synthèse empirique

La mobilisation des recettes fiscales en période des conflits armés a fait l'objet de travaux intenses qui peuvent être regroupés en deux catégories.

Un premier groupe de travaux basés sur les expériences de certains pays en période de conflits considère que les conflits améliorent les recettes fiscales (Tilly, 1990 ; Downing, 1992 ; Ertman, 1997; Addison et al., 2004). En effet, selon ces auteurs, les conflits augmentent le désir des gouvernements de lever les recettes fiscales pour faire face aux coûts de la guerre, tandis que les conflits peuvent rendre les citoyens plus disposés à supporter les charges fiscales. Selon Tilly (1990), les conflits internes renforcent la capacité de mobilisation des recettes fiscales des États. Dans l'extension des travaux de Tilly, Besley et Persson (2014) ont montré que la part des pays utilisant des retenues à la source a doublé pendant la Seconde Guerre mondiale. Leroy (2007) explique qu'en temps de paix, les interventions publiques sont limitées par la réticence à payer l'impôt, alors que la guerre augmente la tolérance à l'impôt. En Amérique latine, Soifer (2015) a constaté que la prévalence des conflits a joué un rôle crucial dans l'extension de l'État au XIX^e siècle, et Rodríguez (2016) constate que les élites colombiennes de Bogota ont commencé à soutenir le renforcement de l'État par de nouveaux impôts au début des années 2000, après plusieurs décennies de conflit interne. Le

gouvernement du Sri Lanka avait entrepris une série de réformes en termes de mobilisation fiscale pour financer le budget de la défense, ce qui a entraîné une augmentation de plus d'un milliard de dollars US des recettes fiscales par an avant les accords de paix avec les rebelles tamouls (FMI, 1999).

Un second groupe de travaux trouve au contraire que les conflits ont un effet négatif sur la mobilisation des ressources fiscales (Gupta et al. 2002, Addison et al. 2004). Ces auteurs soulignent que les conflits peuvent détruire une partie de l'assiette fiscale et affaiblir l'efficacité de l'administration fiscale. Par exemple, Ndikumana (2001) note qu'après l'éclatement d'un conflit armé dans deux pays d'Afrique, non seulement l'assiette fiscale s'est effondrée, mais l'administration fiscale a également été entravée. Avec le retour de la paix et la reprise d'une production normale dans l'un des deux pays, les recettes fiscales se sont progressivement rétablies et ont dépassé en 1998 le niveau d'avant le conflit. Dans une étude sur la mobilisation des recettes fiscales dans un contexte de conflit, Boogaard et al. (2016), n'ont trouvé la preuve d'aucun impact positif des conflits civils sur la collecte des recettes fiscales. Besley et Persson (2008) ont trouvé que les conflits internes ont un impact négatif sur la capacité de l'État à mobiliser les recettes fiscales. Dans une étude plus récente, Ndoricimpa (2021), trouve que les taxes sur les biens et services sont négativement associées aux conflits civils au Burundi. Les conflits que connaissent les pays de la CEEAC depuis 2008 étant intra-pays, ont amené à l'analyse de la littérature afin de penser que ces conflits ne sont pas sources de mobilisation des recettes publiques, mais en constituent plutôt une entrave.

Ainsi, la présente recherche vise à vérifier l'hypothèse selon laquelle les crises sécuritaires que connaissent les pays de la CEEAC depuis 2008 exercent un effet négatif sur la mobilisation des recettes fiscales.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Modèle empirique

L'objectif principal de l'étude est d'examiner l'impact des conflits armés sur les impôts sur les ressources dans le cas des pays de la CEEAC. Le modèle empirique est précisé ci-après :

$$\begin{aligned}
 & \text{Impôts sur les ressources}_{i,t} \\
 &= n_i + \beta_1 \text{Indice Global de Terrorisme}_{i,t} \\
 &+ \beta_2 \text{L'ampleur des conflits nationaux et internationaux}_{i,t} \\
 &+ \beta_3 \text{Stabilité Politique}_{i,t} + \beta_4 \text{Les rentes pétrolières en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_5 \text{Les rentes totales des ressources naturelles en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_6 \text{Ouverture commerciale en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_7 \text{Indice Global de Terrorisme}_{i,t} * \text{Les rentes pétrolières en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_8 \text{L'ampleur des conflits nationaux et internationaux}_{i,t} \\
 &* \text{Les rentes pétrolières en \% du PIB}_{i,t} + \beta_9 \text{Stabilité Politique}_{i,t} \\
 &* \text{Les rentes pétrolières en \% du PIB}_{i,t} + \beta_{10} \text{Indice Global de Terrorisme}_{i,t} \\
 &* \text{Les rentes totales des ressources naturelles en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_{11} \text{L'ampleur des conflits nationaux et internationaux}_{i,t} \\
 &* \text{Les rentes totales des ressources naturelles en \% du PIB}_{i,t} \\
 &+ \beta_{12} \text{Stabilité Politique}_{i,t} \\
 &* \text{Les rentes totales des ressources naturelles en \% du PIB}_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \\
 &i = 1, \dots, 10 \text{ et } t = 2008, \dots, 2019
 \end{aligned}$$

Toutefois, contrairement aux travaux de Coulibaly (2019), le modèle ci-dessus ne s'orient pas sur la capacité du gouvernement à réaliser ses promesses de campagnes et donc à se réélire. Ce modèle se concentre sur les crises sécuritaires assez présentes dans la CEEAC. Le pays subit à la fois les crises internes, le terrorisme et les crises internationales. Tous ces éléments sont

susceptibles de nuire aux économies de ces pays et particulièrement aux recettes fiscales. Cette étude recherche notamment comment ces crises sécuritaires affectent les recettes fiscales. Afin d'estimer les paramètres $\beta_j, j = 1 \dots, 12$, il est possible de supposer les effets fixes ou les effets aléatoires. De manière rigoureuse, le test de Hausman peut être mobilisé afin de choisir entre ces deux types d'effets. Ce test permet de tester au seuil de 10% l'hypothèse nulle d'effets aléatoires. A chaque type d'effets spécifiques individuels choisi correspond une méthode d'estimation appropriée. La méthode des moindres carrés à variables indicatrices dans le cas où les effets spécifiques individuels sont fixes et les moindres carrés généralisés dans le cas où les effets individuels sont aléatoires. Néanmoins, cette étude ne cherche pas à comparer les méthodes d'estimations, mais à s'assurer de la robustesse de ses résultats. C'est pourquoi, le test de Hausman est donc ici à titre indicatif. En effet, les deux méthodes d'estimations sont retenues dans cette étude. Mais contrairement aux moindres carrés généralisés, les moindres carrés à variables indicatrices ne sont pas robustes en présence d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des termes d'erreurs. Pour y remédier, les tests d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des termes d'erreurs sont effectués et l'estimateur panel-corrected standard errors (PCSE). $\varepsilon_{i,t}$ désigne le terme d'erreur.

3.2 Données et mesures des variables

L'étude a utilisé les 10 pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)¹ pour la période 2008 à 2019. Les données utilisées pour cette étude proviennent de Institute for Economics & Peace (2021), Banque Mondiale (2021) et United Nations University-WIDER (2021). Le tableau 1 présente les différentes variables. Le tableau 2 révèle les sources de données, les mesures et les diverses sources. Le tableau 2 présente les statistiques descriptives des variables, il révèle qu'en moyenne l'impôt sur les ressources dans les pays de la CEEAC est de 0,1 (en % PIB) ce qui se situe entre les valeurs minimales (0%) et mes valeurs maximales (0,4%). Cela montre que les pays de la CEEAC ont un faible impôt sur les ressources naturelles. Les statistiques descriptives contenues dans le Tableau 2 montrent de faibles variations. Il est généralement admis que de faibles fluctuations de données aboutissent à des résultats non biaisés. Le tableau 3 Les corrélations entre les différentes ne sont pas assez élevées pour causer de sérieux problèmes de multicollinéarité.

Tableau 1 : Description des variables

Variable	Description	Source
Indice Global de Terrorisme	Cet indice produit un score composite afin de fournir un classement ordinal des pays sur l'impact du terrorisme. Cet indice va de 0 à 10 ; où 0 représente l'absence d'impact du terrorisme et 10 représente l'impact mesurable le plus élevé du terrorisme.	Institute for Economics & Peace (2021)
Stabilité Politique	La stabilité politique mesure les perceptions de la probabilité d'instabilité politique et/ou de violence à motivation politique. Cet indice va d'environ -2,5 à 2,5. Plus cet indice est élevé, moins il y'a risque d'instabilité politique.	Banque Mondiale (2021)
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux	Cet indice englobe une multitude d'indices sur les conflits internes, internationaux. Une hausse de cet indice renvoi à une hausse de l'ampleur des conflits.	Institute for Economics & Peace (2021)
Les rentes pétrolières en % du PIB	Les rentes pétrolières sont la différence entre la valeur de la production de pétrole brut aux prix mondiaux et les coûts totaux de production.	Banque Mondiale (2021)

¹ Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda et Tchad

Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB	Les rentes totales des ressources naturelles sont la somme des rentes pétrolières, des rentes du gaz naturel, des rentes du charbon (hard et soft), des rentes minérales et des rentes forestières.	Banque Mondiale (2021)
Ouverture commerciale en % du PIB	La somme, des importations et des exportations, rapportée en % du PIB.	Banque Mondiale (2021)
Impôts sur les ressources en % du PIB	Il s'agit des impôts sur les ressources naturelles, c'est-à-dire la somme des rentes pétrolières, des rentes du gaz naturel, des rentes du charbon, des rentes minérales et des rentes forestières.	United Nations University – WIDER (2021)

Source : Auteur

Tableau 2 : Statistiques descriptives

Variables	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max	Source
Indice Global de Terrorisme	120	3,093	2,481	0	7,178	Institute for Economics & Peace (2021)
Stabilité Politique	120	-0,887	0,834	-2,699	0,384	Banque Mondiale (2021)
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux	120	2,081	0,589	1,403	3,349	Institute for Economics & Peace (2021)
Les rentes pétrolières en % du PIB	120	13,869	15,443	0	55,383	World development indicators (2021)
Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB	120	21,809	13,099	3,182	56,931	World development indicators (2021)
Ouverture commerciale en % du PIB	120	71,893	29,215	31,494	144,668	World development indicators (2021)
Impôts sur les ressources	83	0.123	0.110	0	0.407	United Nations University- WIDER (2021)

Source : Auteur

Tableau 3 : Corrélation entre les variables

	Impôt sur les ressources	Terrorisme	Stabilité politique	Conflit	Ressources pétrolières	Ressources naturelles	Commerce
Impôt sur les ressources	1.0000						
Terrorisme	-0.0724	1.0000					
Stabilité politique	0.0047	-0.7822	1.0000				
Conflit	0.0541	0.8146	-0.8588	1.0000			
Ressources pétrolières	0.8800	-0.0640	-0.0268	0.0600	1.0000		
Ressources naturelles	0.5946	0.0428	-0.2617	0.2073	0.6745	1.0000	
Commerce	0.4977	-0.4432	0.4240	-0.4241	0.3426	0.2593	1.0000

Source : Auteur

4. Résultats et discussions

4.1 Tests préliminaires

Le tableau 5 présente les résultats du test de racine unitaire, afin de décider de la stationnarité des variables de cette étude l'hypothèse de stationnarité est privilégiée. En effet, si un seul des tests admet une stationnarité en 0, alors la variable est considérée stationnaire en 0. Ce qui est le cas avec le test de Levin, Lin et Chu qui trouvent que toutes les variables sont stationnaires en 0. De plus, la stationnarisation de la variable est en général souvent la même les différentes statistiques reposent sur des hypothèses différentes. L'ensemble des variables étant stationnaire en 0, les estimations peuvent s'effectuer avec les variables en niveau.

Tableau 5 : Tests de racines unitaires

Variables	Levin, Lin et Chu (LLC)	MeanIm, Pesaran et Shin (IPS)	Phillip-Perron (PP)	Décision
Indice Global de Terrorisme	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)
Stabilité Politique	I(0)	I(0)	I(0)	I(0)
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)
Les rentes pétrolières en % du PIB	I(0)	I(2)	I(1)	I(0)
Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)
Ouverture commerciale en % du PIB	I(0)	I(1)	I(0)	I(0)
Impôts sur les ressources	I(0)	I(0)	I(1)	I(0)

Les tests sont effectués avec trend et constante. I(0) stationnaire en 0, I(1) stationnaire en différence première, I(2) stationnaire en différence seconde

Source : Auteurs à partir d'Eviews

4.2 Résultats empiriques et discussions

Les résultats du modèle linéaire montrent globalement que les conflits armés ont des effets négatifs et statistiquement significatifs sur les recettes fiscales dans la zone CEEAC (Tableau 3, 4 et 5). Toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 1% du niveau des conflits armés entraînent des baisses plus ou moins proportionnelles des recettes fiscales. Autrement dit, les conflits armés diminuent le niveau et l'efficacité de mobilisation des recettes fiscales en dépit de l'existence des ressources minières des pays de la région. Cette diminution des recettes fiscales induite par les conflits armés est illustrée par la *théorie des jeux*, qui souligne que la coopération entre les deux parties favorise la mobilisation des recettes fiscales.

Ce résultat est conforme à celui de Onana et Assoumou (2020) et qui ont montré que les conflits armés exercent un effet négatif sur la mobilisation des recettes fiscales. Cet effet négatif s'explique par le fait que les conflits armés créent la perte du civisme fiscal, entraînent la désorganisation du système fiscal, l'affaiblissement de l'assiette fiscale, l'inefficience de l'administration fiscale et rendent difficile la collecte de l'impôt. Ces conflits conduisent également au rétrécissement de l'assiette fiscale des régions sinistrées. Ces résultats sont conformes à ceux obtenus par Chambas (2000), Ndikumana (2001), Gupta et al., 2002) et Diarra (2012). Ces auteurs trouvent également dans leurs travaux que les conflits sécuritaires exercent un effet négatif et significatif sur le taux de prélèvement public. Cet effet négatif des conflits sur les recettes publiques s'explique par les arguments selon lesquels les conflits armés créent la perte du civisme fiscal (Chambas, 2000), entraînent la désorganisation du système fiscal, l'affaiblissement de l'assiette fiscale et l'inefficience de l'administration fiscale et douanière (Gupta et al., 2002) et rendent difficile la collecte de l'impôt (Ndikumana, 2001, Diarra, 2012). Comme on pouvait s'y attendre, l'effet de la dépendance à l'égard des ressources naturelles sur les recettes fiscales est négatif et statistiquement significatif, ce qui confirme l'hypothèse de la malédiction des recettes de la dépendance à l'égard des ressources naturelles. Ce résultat est conforme aux constatations de Mawejje (2019), Crivelli et Gupta (2014) qui montrent de la même manière les effets négatifs de la dépendance à l'égard des ressources naturelles sur la performance des recettes fiscales dans tous les pays.

Tableau 6 : Effets du terrorisme

Impôts sur les ressources en % du PIB	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE
Indice Global de Terrorisme	-0,00200 (0,00227)	-0,00435 ^c (0,00238)	-0,00801 ^a (0,00265)	-0,00636 ^b (0,00258)	-0,0103 ^a (0,00365)	-0,00984 ^a (0,00355)	-0,00285 (0,00264)	-0,00307 (0,00295)	-0,00323 (0,00392)	-0,00255 (0,00374)	0,0132 (0,0105)	0,0190 ^b (0,00775)
Les rentes pétrolières en % du PIB	0,00528 ^a (0,000485)	0,00586 ^a (0,000377)					0,00535 ^a (0,000558)	0,00594 ^a (0,000398)				
Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB			0,00522 ^a (0,000513)	0,00572 ^a (0,000418)					0,00546 ^a (0,000598)	0,00589 ^a (0,000434)		
Ouverture commerciale en % du PIB					0,00226 ^a (0,000416)	0,00278 ^a (0,000365)					0,00286 ^a (0,000503)	0,00347 ^a (0,000383)
Indice Global de Terrorisme*Les rentes pétrolières en % du PIB							3,08e-05 (0,000175)	-0,000114 (0,000155)				
Indice Global de Terrorisme*Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB									-0,000226 (0,000184)	-0,000222 (0,000168)		
Indice Global de Terrorisme*Ouverture commerciale en % du PIB											-0,000330 ^b (0,000151)	-0,000427 ^a (0,000105)
Constant	0,0314 ^b (0,0151)	0,0298 ^c (0,0168)	0,0173 (0,0167)	0,00176 (0,0215)	-0,0308 (0,0350)	-0,0747 ^b (0,0364)	0,0317 ^b (0,0156)	0,0276 (0,0181)	0,0100 (0,0183)	-0,00140 (0,0227)	-0,0821 ^b (0,0412)	-0,130 ^a (0,0379)
Observations	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83
R-carré	0,758	0,897	0,729	0,775	0,529	0,820	0,773	0,899	0,730	0,801	0,565	0,825
Pays	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Hétéroscédasticité	0,0000		0,0000		0,0000		0,0000		0,0000		0,0000	
Autocorrélation	0,0329		0,0165		0,0039		0,0301		0,0160		0,0039	
Hausman	0,9270		0,2057		0,7144		0,9780		0,6126		0,7144	

^a significativité à 1%, ^b significativité à 5% et ^c significativité à 10%.

Source : Auteurs à partir de Stata

Tableau 7 : Effets des conflits (internes et externes)

Impôts sur les ressources en % du PIB	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux	-0,0137 (0,0116)	-0,0012 (0,0117)	-0,0378 ^a (0,0134)	-0,00822 (0,0133)	-0,0309 ^c (0,0169)	-0,00101 (0,0178)	-0,0109 ^b (0,0045)	-0,0164 (0,0160)	-0,069 ^b (0,0218422)	-0,0209 (0,0223)	-0,106 ^c (0,0579)	-0,0153 (0,0540)
Les rentes pétrolières en % du PIB	0,0053 ^a (0,000482)	0,0061 ^a (0,0004)					0,0065 (0,0008)	0,00401 ^a (0,00144)				
Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB			0,00525 ^a (0,000528)	0,00600 ^a (0,000430)					0,0055 ^a (0,0014264)	0,00512 ^c (0,00161)		
Ouverture commerciale en % du PIB					0,00238 ^a (0,000439)	0,00301 ^a (0,000370)					0,0007 (0,00144)	0,0028 ^b (0,00135)
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux*Les rentes pétrolières en % du PIB							-0,0001 (0,0004)	0,00114 (0,000777)				
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux*Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB									0,0005 (0,0008)	0,0005 (0,0009)		
L'ampleur des conflits nationaux et internationaux*Ouverture commerciale en % du PIB											0,0010 (0,0008)	0,000144 (0,0007)
Constant	0,0529 ^c (0,0307)	0,0176 (0,0268)	0,0689 ^b (0,0326)	-0,00502 (0,0312)	-0,00698 (0,0492)	-0,116 ^b (0,0481)	0,0306 ^b (0,0119)	0,0480 (0,0348)	0,10416 ^b (0,0412)	0,0172 (0,0440)	0,126 (0,113)	-0,0912 (0,102)
Observations	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83
R-carré	0,753	0,898	0,715	0,722	0,483	0,736	0,850	0,885	0,783	0,723	0,496	0,750
Pays	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Hétéroscédasticité	0,0000		0,0000		0,0000		0,0000		0,0000		0,0000	
Autocorrélation	0,0273		0,0119		0,0022		0,0179		0,0177		0,0026	
Hausman	0,6556		0,0091		0,0767		0,8152		0,0048		0,4360	

^a significativité à 1%, ^b significativité à 5% et ^c significativité à 10%.

Source : Auteurs à partir de Stata

Tableau 8 : Effets de la stabilité politique

Impôts sur les ressources en % du PIB	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE	PCSE	RE
Stabilité Politique	0,006 (0,008)	0,004 (0,012)	0,026 ^b (0,0111)	0,0222 (0,014)	0,0269 ^b (0,0118)	0,0239 (0,0186)	0,0287 ^a (0,00962)	0,0264 (0,0171)	0,0666 ^a (0,0178)	0,0547 ^b (0,0247)	0,0656 (0,0430)	0,00163 (0,0493)
Les rentes pétrolières en % du PIB	0,005 ^a (0,001)	0,006 ^a (0,001)					0,00459 ^a (0,000541)	0,00558 ^a (0,000431)				
Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB			0,00511 ^a (0,000542)	0,00583 ^a (0,000423)					0,00442 ^a (0,000595)	0,00540 ^a (0,000486)		
Ouverture commerciale en % du PIB					0,00241 ^a (0,000426)	0,00288 ^a (0,000383)					0,00220 ^c (0,000467)	0,00298 ^a (0,000445)
Stabilité Politique*Les rentes pétrolières en % du PIB							-0,00154 ^a (0,000577)	-0,00125 ^b (0,000610)				
Stabilité Politique*Les rentes totales des ressources naturelles en % du PIB									-0,00157 ^b (0,000632)	-0,00125 ^c (0,000721)		
Stabilité Politique*Ouverture commerciale en % du PIB											-0,000490 (0,000560)	0,000261 (0,000570)
Constant	0,0284 ^c (0,014)	0,0186 (0,0181)	0,0158 (0,0184)	-0,00251 (0,0236)	-0,0527 (0,0324)	-0,0923 ^b (0,0399)	0,0464 ^a (0,0155)	0,0329 (0,0204)	0,0362 ^c (0,0195)	0,0113 (0,0261)	-0,0340 (0,0373)	-0,102 ^b (0,0460)
Observations	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83
R-carré	0,766	0,897	0,703	0,791	0,501	0,801	0,773	0,870	0,718	0,781	0,503	0,802
Pays	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Hétéroscédasticité	0,000		0,000		0,000		0,000		0,000		0,000	
Autocorrélation	0,042		0,0206		0,0036		0,0467		0,0310		0,0029	
Hausman	0,815		0,3449		0,6914		0,7291		0,6464		0,8693	

^a significativité à 1%, ^b significativité à 5% et ^c significativité à 1

Source : Auteurs à partir de Stata

5. Conclusion

Cet article a pour objectif d'examiner l'impact des conflits armés sur les recettes fiscales dans la zone de CEEAC. Deux observations ont permis d'affiner notre problématique. D'une part, les recettes fiscales insuffisantes et à géométrie variable associée dans un contexte de crise sécuritaire sans précédent qui fascine des mesures de relances conjoncturelles dans la CEEAC. D'autre part, la vulgarisation croissante des TIC au cours des deux dernières décennies qui réduit les disparités et les contraintes en Afrique. Ces aspects nous ont conduits à circonscrire notre raisonnement autour des théories de la fiscalité, notamment la théorie moderne de la fiscalité optimale qui considère les recettes fiscales comme un levier du développement.

L'article a contribué à la littérature sur les externalités des conflits armés au processus de consolidation des recettes fiscales. L'étude a abouti à la vérification de l'hypothèse selon laquelle les conflits armés diminuent la mobilisation des recettes fiscales. En outre, nous avons mobilisé les développements théoriques et empiriques, pour investiguer économétriquement d'autres variantes de modèles estimées par la Méthode des Moindres Carrés Généralisé à partir d'un échantillon de 10 pays de la CEEAC sur la période 2008-2019. Les résultats montrent que les conflits armés diminuent les recettes fiscales des pays de la CEEAC. Ce résultat confirme la seconde l'hypothèse selon laquelle les conflits armés ne favorisent pas la mobilisation des recettes fiscales. Globalement, les résultats corroborent ceux de la littérature empirique qui soulignent que les conflits ont un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales (Gupta et al., 2002 et Addison et al., 2004).

De ces résultats, quelques suggestions de politiques économiques peuvent être formulées afin de favoriser et de consolider la mobilisation des recettes fiscales dans la zone de la CEEAC. Premièrement, assainir l'environnement institutionnel à travers la mise en place des règles économiques, politiques et légales qui garantissent l'efficacité institutionnelle. Deuxièmement, finaliser l'harmonisation des politiques de réformes fiscales par des lois et règlements qui garantissent la protection du contribuable contre d'éventuels excès des services fiscaux. En outre le développement de la télé déclaration et le télépaiement ainsi que l'extension du paiement des impôts et taxes par téléphone par les petites entreprises, les micro-entreprises et les particuliers.

Références :

- (1). Adam C. & O'connell S., (1994). "Aid, Taxation and Development in SubSaharan Africa" Economics and Politics, Volume 11 (3), pp 225-54.
- (2). Addison T., & al., (2002). The Fiscal Dimensions of Conflict and Reconstruction, in Tony Addison and Alan Roe, eds., Fiscal Policy for Development: Poverty, Reconstruction and Growth". Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 260-273.
- (3). Addison T., & al., (2004). The Fiscal Dimensions of Conflict and Reconstruction, in Tony Fiscal Policy for Development: Poverty, Reconstruction and Growth. Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 260- 273, 2004.
- (4). Alesina A. & Perotti R., (1993) "Income Distribution, Political Instability, and Investment", NBER Working Paper No.4486, Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Resarch
- (5). Alesina A. & Perotti R., (1996) "Income Distribution, Political Instability and Investment", European Economic Review, 40 (6), pp. 1203-1228.
- (6). Banque Mondiale (2021), Worldwide Governance Indicators,

<https://info.worldbank.org/governance/wgi/#:~:text=Voice%20and%20Accountability,Regulatory%20Quality>

- (7). Barro J-R. & JIN T., (2011) “On the Size Distribution of Macroeconomic Disasters”, *Econometrica*, Econometric Society, vol. 79(5), pp. 1567-1589.
- (8). Barro J-R., (1991) “Economic Growth in a Cross Section of Countries”, *Quarterly journal of Economics*, Vol.106 (May), pp. 407-43.
- (9). Besley, T., & Person, T. (2008). Wars and State Capacity. *Journal of the European Economic Association* 6 (2-3): 522–30.
- (10). Boogaard, V., & al. (2016). Tax revenue mobilization in conflict-affected developing countries”, *WIDER Working Paper* 2016/155.
- (11). Braga M., & al., (1998). “War, Taxes and Gold: the Inheritance of the Real”, Working Paper 318, Faculty of Economics, Nova University at Lisbon, Prepared for the 12th International Economic History Congress, Seville, Spain, August.
- (12). Chambas G., (2005). Afrique au Sud du Sahara : quelle stratégie de transition fiscale ?, Document de travail de la série Etudes et Documents E, 2005.
- (13). Coulibaly S. (2019), « Impact of natural resource wealth on non-resource tax revenue mobilization in Africa: Do institutions and economic diversification matter? », *Working papers CERDI*, 16, pp. 1-46.
- (14). Deslaurier C., (1999). Des guerres civiles et des individus au Burundi et au Rwanda (1993- 1996). *Hypothèses*.vol. 2, no. 1 p. 53-60.
- (15). Diarra S., (2012). Chocs et Mobilisation des Recettes Publiques dans les Pays en Développement. *Economies et finances*. Thèse de doctorat, Université d’Auvergne - Clermont- Ferrand I.
- (16). Downing, B.M. (1992). *The Military Revolution and Political Change: Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- (17). Ertman, T. (1997). *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Mediaeval and Early Modern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- (18). Fretter J., (2002). International organizations and conflict management: the United Nations and the mediation of international conflicts.in Bercovitch. *Studies international mediations*. London : Palgrave, Macmillan, 2002 p.98-126.
- (19). Gegout C., (2005). Intervenir militairement ou non ? Comparaison des politiques européennes en République démocratique du Congo et au Soudan. *Les Champs de Mars*.vol. 17, no. 1 p. 101-121.
- (20). Hugon P., (2003). Le NEPAD entre partenariat et gestion des conflits. *Politique étrangère*. n°2 p. 335-350.
- (21). Jacquet C., (2003). L’évolution des conflits en Afrique subsaharienne. *Politique étrangère*. n° 2 p. 307-320, 2003.
- (22). Jauffret J.C.A (1996): *The wars of French decolonization, compte rendu d’ouvrage*. *Guerres mondiales et conflits contemporains*. no 181, p. 182-183, 1996
- (23). Jennings C., (2001). *Across the Red River: Rwanda, Burundi, and the Heart of Darkness*. London : Phoenix,.
- (24). Leroy, M. (2007). *Sociologie des finances publiques*. Paris, La Découverte Repères.
- (25). Ndikumana L., (2000). “Towards a solution to violence in Burundi: A case for political and economic liberalization”, *Journal of Modern African Studies*.
- (26). Ndoricimpa,A. (2021). Tax reforms, civil conflicts and tax revenue performance in Burundi. *Scientific African* 13 (2021) e00927.
- (27). Rodríguez,F., & Diana. (2016). Internal Wars, Taxation and State Building. *American*

- Sociological Review, 81 (1): 190–213.
- (28). Rodrik D., (1996). “Where Did All Growth Go? External Shocks, Social Conflict, and Growth Collapses, NBER Working Paper Series (6350).
 - (29). Schneider H., & Grandvoinnet H., (1998). La gestion des conflits en Afrique : un défi permanent. OECD publishing.
 - (30). Sindjoun L., (2009). L’Afrique au prisme des relations internationales. In Mamoudou Gazibo éd., Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche. Editions Karthala, p. 319-341.
 - (31). Soifer, H, D. (2015). State Building in Latin America. New York. Cambridge University Press.
 - (32). Stewart, F (ed). Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies. Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 3-24
 - (33). Tilly, C. (1990). Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990 (Studies in Social Discontinuity). Cambridge: Blackwell.
 - (34). United Nations University – WIDER (2021), Government Revenue Dataset, <https://www.wider.unu.edu/project/grd-%E2%80%93-government-revenue-dataset>
 - (35). Venieris Y., & Gupta D., (1986) “Income Distribution and Sociopolitical Instability as Determinants of Savings: A Cross-Sectional Model”, Journal of Political Economy, Vol.94 (August), pp. 873-83